

RAPPORT N° 2025/5-02
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 18 septembre 2025

OBJET : Accord-cadre à bons de commandes pour les prestations de contrôle du réseau public d'assainissement des eaux usées dans le cadre des opérations de travaux neufs et de réhabilitation sur le territoire de la CINOR - Autorisation de signer les accords-cadres pour les lots 1 et 2.

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

La présente consultation est lancée pour un accord-cadre à bons de commande pour des prestations de tests d'étanchéités, tests à la fumée, d'hydrocurage, et d'inspections télévisées sur les réseaux publics d'assainissement des eaux usées de La CINOR.

Les enjeux portent essentiellement sur :

- Le contrôle de réseaux public d'assainissement répondant à Article 10 de l'arrêté du 21 juillet 2015
- La mise en conformité des opérations de réceptions par rapport aux normes et accréditation en vigueur (NF EN 135082, ISO/IEC 17020 – COFRAC ou équivalent),
- La fiabilité des contrôles réalisés sur les réseaux d'assainissement en eaux usées.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Réaliser des tests d'étanchéités sur réseaux d'eaux usées (neufs et ancien, en service ou non) sur canalisations, regards de visite et boîtes de branchements,
- Réaliser des tests à la fumée, sur les réseaux d'eaux usées,
- Réaliser des inspections télévisées après curage hydrodynamique préalable à sa charge sur des réseaux neufs et / ou réseaux en services,
- Prestation à réaliser de jour, comme de nuit,
- Gestion de la circulation avec mise en place de signalisation,
- Réalisation d'hydrocurage, de nettoyage de réseaux d'eaux usées à réhabiliter.
- Fourniture des rapports.

Les procédures de consultation en vue de la passation de ces marchés se sont déroulées dans les conditions suivantes :

- Procédure : Appel d'offres ouvert (articles R. 2161-1 à 2161-5 du code de la commande publique);
- L'accord cadre à bon de commande multi attributaire : :
 - Lot n°1 : Réalisation des prestations sur la Commune de SAINT DENIS. Montant maximum : 120 000,00 € HT annuel ;
 - Lot n°2 : Réalisation des prestations sur les Communes de SAINTE MARIE et SAINTE SUZANNE. Montant maximum : 120 000,00 € HT annuel
- Allotissement, Désignation et Coût prévisionnel (estimation) :

| Territoire de Saint-Denis | Coût prévisionnel (€ HT) |
|--|--------------------------|
| ► Lot 1 : Réalisation des prestations sur la Commune de SAINT DENIS | 85 000,00 € |
| ► Lot 2 : Réalisation des prestations sur les Communes de SAINTE MARIE et SAINTE SUZANNE | 85 000,00 € |

- Type de marché : Prestation de service - Accord-cadre à bons de commande multi-attributaire, les bons de commande sont attribués sans remise en concurrence ni négociation, selon l'ordre de classement des titulaires retenus à l'issue de la procédure d'appel d'offres. Chaque lot donne lieu à un marché à bons de commande sans engagement, conclu avec trois titulaires, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres
- Durée : L'accord cadre est passé pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il est reconductible pour trois (3) périodes d'un (1) an de manière tacite sauf si la personne publique s'est opposée de manière expresse à cette reconduction par courrier, au moins 2 mois avant la date anniversaire du contrat. En tout état de cause, le présent accord-cadre aura une durée maximale de quatre (4) ans - (2025 à 2029).
- Avis de marché transmis pour publication le 11/07/2025
- Date limite de remise des offres fixée 21 août 2025 à 12h00 locale

A l'issu du délai de consultation, 3 entreprises ont remis une offre avant la date et l'heure limite.

Le candidat 4B-BTP a remis une offre ne comportant pas toutes les pièces, et certaines pièces manquantes. Son offre est ainsi déclarée irrégulière, et n'a pas été analysée.

Inséré dans le dossier de consultation
974249740119-20250918-BC-2025-5-02-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

Entreprise et numéro d'enregistrement :

Pour lot n°1 :

- La société **MP3D GROUPE**, pour un montant de : 92 950,00 € HT
- La société **RTVS**, pour un montant de : 69 443,00 € HT

Pour lot n°2 :

- La société **MP3D GROUPE**, pour un montant de : 92 950,00 € HT
- La société **RTVS**, pour un montant de : 69 443,00 € HT

La vérification des candidatures montre que les deux candidats disposent de nombreuses références pertinentes dans le domaine ciblé, et ont tous les deux largement la capacité financière et technique de répondre aux besoins de cet accord cadre pour les 2 lots, y compris pour les 2 lots simultanément.

Après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres en séance du 10 septembre 2025 a attribué chacun des lots, aux entreprises suivantes :

Pour le lot 1 :

| RANG N° | Candidats | Prix offres | NOTE FINALE |
|---------|-----------|-------------|-------------|
| 1 | RTVS | 69 443,00 € | 17,10 |
| 2 | MP3D | 92 950,00 € | 16,98 |

Pour le lot 2 :

| RANG N° | Candidats | Prix offres | NOTE FINALE |
|---------|-----------|-------------|-------------|
| 1 | RTVS | 69 443,00 € | 17,10 |
| 2 | MP3D | 92 950,00 € | 16,98 |

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget annexe de l'Assainissement de la CINOR.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives du marché « Accord-cadre à bons de commandes pour les prestations de contrôle du réseau public d'assainissement des eaux usées dans le cadre des opérations de travaux neuf et de réhabilitation sur le territoire de la CINOR - pour les lots 1 et 2 », ainsi que le rapport d'analyses et de classements des offres, tel que joint en annexe ;

- m'autoriser la signature des lots 1 et 2 du marché précité avec les 2 candidats suivants (s'agissant d'un accord cadre multi-attributaire avec 3 titulaires maximum) retenus par la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 10 septembre 2025:

- RTVS, classé 1er et attributaire de 1er rang, pour un montant de 69 443,00 euros HT retenu pour chacun des lots 1 et 2, dans la limite des montants maximum fixés dans le marché.
- MP3D, classé 2ème et attributaire de 2ème rang, pour un montant de 92 950,00 euros HT retenu pour chacun des lots 1 et 2, dans la limite des montants maximum fixés dans le marché.

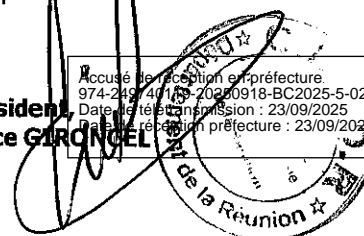
A condition que chacun des attributaires précités remettent dans les délais impartis les pièces requises à l'attribution du marché (pièces fiscales et sociales, les agréments COFRAC ou équivalent).

- m'autoriser, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir dans le délai fixé, les pièces requises de l'attributaire en application de l'article R2144-4 du code de la commande publique, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau du rapport d'analyse des offres, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises précitées

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONDEL

Accusé de réception en préfecture
974-24974018-20250918-BC2025-5-02-DE
Date de réception en mission : 23/09/2025
Date de réception en préfecture : 23/09/2025



**DECISION N°2025/5-02
du Bureau de la Communauté
en séance du 18 septembre 2025**

OBJET : Accord-cadre à bons de commandes pour les prestations de contrôle du réseau public d'assainissement des eaux usées dans le cadre des opérations de travaux neuf et de réhabilitation sur le territoire de la CINOR - Autorisation de signer les accords-cadres pour les lots 1 et 2.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/5-02 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250918-BC2025-5-02-DE
Date de télétransmission : 23/09/2025
Date de réception préfecture : 23/09/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de « L'accord-cadre à bons de commandes pour les prestations de contrôle du réseau public d'assainissement des eaux usées dans le cadre des opérations de travaux neuf et de réhabilitation sur le territoire de la CINOR - pour les lots 1 et 2. », ainsi que le rapport d'analyses et de classements des offres, tel que joint en annexe ;

ARTICLE 2

D'autoriser la signature des lots 1 et 2 du marché précité avec les 2 candidats suivants (s'agissant d'un accord cadre multi-attributaire avec 3 titulaires maximum) retenus par la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 10 septembre 2025 :

- RTVS, classé 1er et attributaire de 1er rang, pour un montant de 69 443,00 euros HT retenu pour chacun des lots 1 et 2, dans la limite des montants maximum fixés dans le marché.
- MP3D, classé 2ème et attributaire de 2ème rang, pour un montant de 92 950,00 euros HT retenu pour chacun des lots 1 et 2, dans la limite des montants maximum fixés dans le marché.

A condition que chacun des attributaires précités remettent dans les délais impartis les pièces requises à l'attribution du marché (pièces fiscales et sociales, les agréments COFRAC ou équivalent).

ARTICLE 3

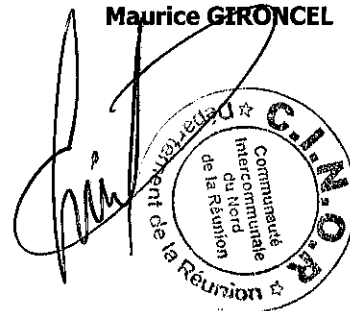
D'autoriser dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir dans le délai fixé, les pièces requises de l'attributaire en application de l'article R2144-4 du code de la commande publique, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après pour chacun des lots tel que figurant dans le tableau du rapport d'analyse des offres, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises précitées.

| |
|--|
| Nombre de votants : 12 Suffrages exprimés : 12 Vote pour : 12 Vote contre : 00 Abstention : 00 |
|--|

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



| |
|--|
| Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250918-BC2025-5-02-DE Date de télétransmission : 23/09/2025 Date de réception préfecture : 23/09/2025 |
|--|